

Les deux visages de l'islamisme

Islamisme, fondamentalisme : ces termes sont utilisés parfois indifféremment, sans tenir compte des nuances qui les distinguent. L'islamisme est pourtant un mouvement protéiforme et en constante évolution.

Montée en puissance d'un phénomène multiforme

Publié le 08.11.02

Les attentats du 11 septembre 2001 et ceux qui ont suivi attestent la virulence de certains groupes islamistes internationaux, dont l'organisation Al-Qaida, fondée par Oussama Ben Laden, est emblématique. Les succès des partis islamistes au Maroc, à Bahreïn, au Pakistan, et très récemment en Turquie portent à croire que cette mouvance a de beaux jours devant elle. Mais les apparences pourraient être trompeuses, nous disent les spécialistes de l'islamisme. Peut-être parce que les mots le sont aussi. Islamisme, fondamentalisme : la plus grande confusion règne quand il s'agit d'employer les termes adéquats. Quelles sont leur signification et leur généalogie ? Au final, l'islamisme progresse-t-il ou régresse-t-il ? Qu'en est-il de l'importance des formations extrémistes ?

Le fondamentalisme est une doctrine qui place les textes fondateurs de l'islam (Coran, sunna) au centre du dogme musulman. L'islamisme, lui, est la transposition politique ou l'"idéologisation" du fondamentalisme. Il vise ainsi à instaurer une société islamique par l'Etat. Le fondamentalisme, pour sa part, n'est pas en soi politiquement radical ou révolutionnaire. Par exemple, en Arabie saoudite, il favorise un conservatisme extrême sans remettre en question la légitimité du pouvoir politique. L'islamisme peut aussi constituer un puissant instrument de rébellion contre le régime en place, surtout quand celui-ci est despotique et corrompu, comme ce fut le cas en Iran dans les années 1970. Cependant, l'extrême diversité des mouvements et le fossé qui peut exister entre eux ne permettent pas de faire de l'islamisme un bloc homogène. L'islamisme est multiforme. Et pour ajouter à la complexité du phénomène, mouvements islamistes, islamisation et contestation ethnique ou communautariste sont profondément imbriqués : les talibans afghans étaient avant tout pachtounes, l'islamisation en Algérie s'accompagne d'une arabisation qui se heurte aux revendications identitaires berbères. La première phase de gestation de l'idée islamiste s'étend des années 1930 aux années 1960, en concomitance avec les mouvements décolonisateurs. Ses principaux théoriciens furent l'ayatollah iranien Rouhollah Khomeiny, l'Egyptien Sayyid Qotb, idéologue des Frères musulmans égyptiens, le Pakistanais Abou Al "Ala" Mawdoudi, qui exerça une influence considérable en Asie du Sud et jusqu'en Afghanistan, sous les talibans.

L'ayatollah Khomeiny a réussi à passer de la théorie à la pratique. La révolution islamique iranienne, à cheval entre les années 1970 et 1980, produit un "effet de souffle" qui se propage dans tout le monde musulman. Dès lors, une lutte d'influence s'engage entre l'Iran, pôle chiite radical et révolutionnaire, et l'Arabie saoudite, au fondamentalisme sunnite rigoriste (wahhabisme) et conservateur. Riyad finance un autre foyer d'expansion islamiste dans les années 1980 : le combat des moudjahidins afghans contre les Soviétiques. Un grand pôle se développe également à partir du monde indo-pakistanaise avec les vieux mouvements missionnaires et piétistes, les Jamaat-el-Tabligh wa-Da'wa (Société pour la propagation de l'islam et la prédication).

Un succès en trompe-l'oeil

Publié le 20.03.05

Cet apogée ne va pas durer. L'islamisme commence à décliner au début des années 1990, victime de plusieurs éléments. L'invasion irakienne du Koweït est le premier d'entre eux. Autre facteur d'importance, la résistance des régimes en butte à la contestation de divers mouvements islamistes locaux, par la répression et en incorporant certaines "valeurs islamiques", notamment dans le droit, comme ce fut le cas en Egypte. Enfin, la rupture entre les différentes composantes du mouvement islamiste dans son ensemble a beaucoup joué dans ce déclin.

L'ancrage social des divers mouvements influe également sur les destinées de l'islamisme.

L'islamologue Gilles Kepel a mis en perspective succès et échecs du phénomène au regard des couches sociales qui le soutiennent : la bourgeoisie pieuse, la jeunesse urbaine pauvre et l'intelligentsia militante. Seul Khomeiny, par son habileté et ses ambiguïtés, a réussi à souder les trois groupes, du moins le temps de réussir sa révolution et de consolider son pouvoir. Partout ailleurs, l'alliance entre la jeunesse urbaine pauvre et la bourgeoisie pieuse, lorsqu'elle existe, s'est délitée. La première reproche

à la seconde sa frilosité, et la bourgeoisie recule devant la dérive terroriste de groupes aux références théologiques douteuses. Toute l'astuce des pouvoirs en place - de l'Algérie à l'Egypte, en passant par la Palestine ou la Jordanie - a consisté à "récupérer" la bourgeoisie pieuse en marginalisant les groupes extrémistes issus de la jeunesse pauvre. Cette analyse socio-économique de l'islamisme est cependant contestée par d'autres spécialistes comme François Burgat, qui n'est "jamais parvenu à déceler sur le terrain une portée véritablement significative" de cette thèse.

Quelle que soit la thèse retenue, le 11 septembre 2001 et les succès électoraux des islamistes sont des réalités en trompe-l'œil : l'islamisme a échoué partout où l'expérience a été tentée. En Iran ou au Soudan, explique l'islamologue Olivier Roy, "le concept d'Etat islamique est contradictoire et impossible à réaliser, parce que s'il y a Etat, c'est qu'il y a un primat du politique et donc une forme de sécularisation". Pourtant, la réislamisation et le renouveau de la construction identitaire autour du religieux sont bien réels et visibles dans les pays musulmans (voile, symboles religieux, port de la barbe...). Mais, toujours selon Olivier Roy, ce sont des conséquences de l'échec de l'islamisme et non de son renouveau. La réislamisation se fait en effet hors de l'espace politique, qui retrouve une forme d'autonomie par rapport au religieux. Aux yeux de la majorité des spécialistes, l'islamisme a ainsi muté dans deux directions. D'une part, il se recentre sur l'individu en rejetant l'Etat : c'est le néo-fondamentalisme des mouvements extrémistes tels qu'Al-Qaïda. D'autre part, il suit la voie de la sécularisation, comme en Turquie sous la houlette de l'AKP, parti islamiste modéré de Recep Tayyip Erdogan : l'ère du "post-islamisme" a commencé.

Stéphane Dreyfus

Perspectives : L'islamisme face au défi de la modernité

Publié le 12.11.02

L'islamisme doit désormais affronter les défis de la modernité. Les réponses qui y sont apportées sont radicalement opposées : "post-islamisme" et "néo-fondamentalisme".

L'échec des expériences d'Etat islamique produit une dissociation du politique par rapport au religieux. Apparaît alors un espace de laïcité dans les sociétés musulmanes. C'est le "*post-islamisme*", comme le dénomme Olivier Roy. Il ne signifie pas pour autant une baisse de la croyance ou de la pratique religieuses. Mais il tend à séparer le citoyen du croyant. Cette sécularisation incite les mouvements islamistes à chercher leur salut dans un ancrage national plus poussé et à obtenir une reconnaissance légale de la part des régimes en place.

Les islamistes de la génération des années 1970 et 1980 s'inscrivaient déjà dans le cadre national. Et ce, même si leur idéologie prônait officiellement la reconstruction de l'oumma, la communauté de tous les musulmans. Aujourd'hui devenus "islamo-nationalistes", ils choisissent le plus souvent de rentrer dans le jeu politique national en tâchant de se débarrasser de mots d'ordre intégristes. C'est le cas du Hezbollah libanais, qui continue de présenter son combat contre les Israéliens comme une lutte pour libérer le territoire national. Il faut cependant nuancer ce tableau. Dans les Etats où le système politique leur est fermé, les islamistes n'hésitent pas à sortir de la légalité pour faire pression sur le pouvoir, à l'instar des Frères musulmans en Egypte.

En parallèle, apparaît dans les années 1980-1990 ce qu'Olivier Roy appelle le "*néo-fondamentalisme*". Cet islamisme mutant définit en effet l'islamité par un strict respect de la charia (code islamique d'interdits et d'obligations) par le croyant musulman. Son objectif est de restaurer l'oumma, sans tenir compte de la diversité linguistique, ethnique et culturelle du monde musulman, diversité que le néo-fondamentalisme rejette. Cette volonté de s'adresser à l'individu et non à la société aboutit à un rejet de l'Etat, au profit du concept imaginaire de l'oumma des origines, des temps des premiers califes, au VII^e siècle. Et comme les néo-fondamentalistes visent à recréer l'oumma dans un territoire indéfini, l'islam tel qu'ils le conçoivent est affranchi de toute attache territoriale.

Cette déterritorialisation et cette individualisation de l'islamisme sont à relier à la globalisation et surtout à l'occidentalisation qui touche cette mouvance, ainsi que l'islam dans son ensemble. L'une des conséquences les plus exacerbées de la globalisation de l'islam est l'apparition de l'internationalisme radical. Il adopte de façon spontanée le néo-fondamentalisme : il lui convient parfaitement.

Ce mouvement radical est né en Afghanistan. Après y avoir combattu les Soviétiques, les volontaires musulmans, surtout arabes, regagnent leur pays d'origine ou trouvent refuge dans les pays anglo-saxons, au sein des formations les plus radicales. Les chefs du Groupe islamique armé (GIA) algérien sont presque tous d'anciens "Afghans", de même que les salafistes djihadistes d'Al-Qaïda, militants sans attaches territoriales ni projet de société, si ce n'est de restaurer l'oumma à coups de djihad. Empruntés aux discours occidentaux de gauche, les thèmes de l'anti-impérialisme, d'origine tiers-

mondiste (le tiers-monde est ici remplacé par l'oumma), reflètent l'occidentalisation de ses membres. On la retrouve aussi dans leur utilisation des moyens d'information du "village global" (notamment Internet) comme outils de propagande.

Quel est le terreau de la radicalisation ? Ce sont des individus socialement marginalisés et politiquement contestataires qui la nourrissent par une relecture politique de l'islam. La radicalisation islamique et le terrorisme se sont déplacés aux marges du monde musulman, à la fois géographiquement (Occident, Afghanistan) et sociologiquement. L'islamisme présente donc un double visage : un islamisme national et un radicalisme périphérique. Les deux tendances sont en compétition. La réislamisation à laquelle on assiste dans les pays musulmans n'a pas profité aux grands partis islamistes ni aux régimes qui l'ont favorisée, mais aux néo-fondamentalistes. Car ces derniers savent s'adapter à certaines évolutions de la société. Dans le domaine économique, par exemple, ils sont favorables au libéralisme et à l'anti-étatisme, pourvu que l'argent soit "bien acquis" et surtout "purifié" par l'impôt et l'aumône islamiques.

Le post-islamisme gagne, pour sa part, des points à la faveur de l'apparition de ce que certains considèrent comme une "société civile" islamique, dont l'exemple le plus frappant est le "féminisme islamiste". Certaines femmes voilées trouvent le moyen de résoudre l'enfermement auquel les condamne les fondamentalistes (c'est le cas en Arabie saoudite) : en portant le voile, elles peuvent devenir actives, et revendiquer des postes à responsabilité élevée, comme en Iran ou en Turquie, mais également dans le Maghreb.

Quel est l'avenir de l'islamisme ? Face à ses deux tendances, post-islamisme et néo-fondamentalisme, la marge de manœuvre des régimes en place dans les pays musulmans s'est trouvée accrue, puisqu'ils sont moins menacés par des partis islamistes rentrés dans un jeu politique sous contrôle, du moins tant que ces derniers ne parviennent pas au pouvoir. Ils sont, de plus, encouragés par la communauté internationale à réprimer les groupes radicaux. Cela ne pousse pas pour autant ces régimes dans la voie de l'ouverture politique. L'islamisme, avec ses deux visages, reste ainsi le seul canal protestataire populaire.

L'exposition médiatique des mouvements néo-fondamentalistes peut-elle laisser penser que ces derniers vont l'emporter ? L'apparition d'une "société civile" islamique relève-t-elle de l'élaboration d'une "démocratie musulmane", comme le suggère Gilles Kepel ? Rien n'est moins sûr. Il reste que beaucoup de musulmans aspirent à la modernité et à la démocratisation, à défaut de véritable démocratie. Pour cela, une volonté véritable d'ouverture est indispensable de la part des régimes en place. Car le terreau d'injustices et de frustrations qui a vu naître l'islamisme est toujours aussi fertile.

Stéphane Dreyfus

François Burgat : "Le "moteur" des groupes radicaux est de nature plus politique que religieuse"

Publié le 12.11.02

François Burgat est politologue au Centre français d'archéologie et de sciences sociales du Yémen.

- **Vous êtes très critique vis-à-vis de la thèse du déclin de l'islamisme. Quelles sont vos objections ?**

Cette thèse d'un "déclin" généralisé de l'islamisme extrapole la rupture d'une alliance entre "bourgeoisie pieuse" et "jeunesse déshéritée". Je ne suis, pour ma part, jamais parvenu à trouver sur le terrain que cette alliance ait une portée véritablement significative. Les résultats en Turquie d'élections qui ne sauraient être considérées comme un épiphénomène viennent spectaculairement souligner une nouvelle fois la fragilité de cette thèse.

- **Vous semblez penser que l'islamisme véhicule avant tout des revendications politiques et culturelles, plus que religieuses. Que penser, dès lors, des groupes salafistes djihadistes qui s'illustrent au sein d'Al-Qaida, ou de la Jamaa Islamiya indonésienne ?**

Je suis précisément convaincu que le "moteur" de ces groupes radicaux, Al-Qaida inclus, est de nature plus politique que religieuse. Ce sont avant tout les méthodes et les alliances auxquelles recourent les Etats-Unis pour maintenir leur suprématie dans une partie du monde musulman qui sont le facteur déclenchant de ces guérillas "islamistes". Le phénomène n'est pas nouveau en soi. C'est davantage le fait que cette génération d'activistes politiques ne soit pas "maoïste" ou "marxiste", comme ont pu l'être une partie de leurs prédécesseurs, qu'il faut expliquer. Dans une large partie du monde, le lexique de la religion musulmane, préservé de toute acculturation occidentale, semble aujourd'hui apparaître comme le plus mobilisateur à toute une génération. C'est la capacité des groupes radicaux à utiliser une immense frustration politique qui fait leur force. Et ce, bien davantage que l'adhésion d'une partie, au moins, de ces groupes à des repères strictement religieux et très conservateurs.

- **Vous dénoncez l'approche socio-économique de la mobilisation des islamistes, telle que la développe Gilles Kepel, en arguant que les kamikazes de la dernière génération ne sont pas des jeunes urbains pauvres et sans avenir. Mais le fait qu'ils soient très minoritaires au sein de la mouvance islamiste fait-il d'eux un élément représentatif pour l'analyse de l'ensemble de la mouvance islamiste ?**

Pas plus que les kamikazes, qui ne sont en fait qu'un tout petit élément de mon analyse, les autres composantes du vaste courant islamiste ne se laissent enfermer dans cette catégorie très réductrice de gens "malades" socialement ou économiquement. A ma connaissance, peu d'auteurs persistent d'ailleurs aujourd'hui à ne voir des islamistes que chez les "*jeunes urbains pauvres et sans avenir*". Cette mobilisation a quelque chose de foncièrement politique : elle peut véhiculer des revendications très diverses, des aspirations nationalistes aussi bien que de simples demandes de participation politique. Il est donc extrêmement risqué de ne l'analyser qu'à l'aune de critères socio-professionnels. Que diriez-vous d'un historien américain qui voudrait expliquer l'assise de la Résistance française pendant la seconde guerre mondiale, d'essence nationaliste, par des critères seulement socio-économiques ? Eh bien, lorsque des militants tchétchènes, libanais ou palestiniens - ou même des opposants aux généraux algériens - prennent les armes, le seul fait qu'ils emploient le lexique de la culture musulmane ne permet pas de réduire leurs déterminations à des considérations sociales ou économiques.

- **Pensez-vous que ces mouvements islamistes radicaux vont réussir à se maintenir ?**

Tout dépend de qui vous parlez. Je ne doute pas que les militants engagés dans des luttes de type nationaliste ou en butte à des dictatures auront un jour gain de cause et qu'ils participeront, à une date plus ou moins lointaine, à l'exercice du pouvoir dans leur société respective. Si vous faites allusion, en revanche, aux membres de la frange salafiste [*NDLR : adeptes rigoristes des "pieux ancêtres"* (salaf), *ou de l'islam des origines*] des courants islamistes, figés dans une attitude peu créative de reproduction littéraliste des faits et gestes du Prophète de l'islam, je ne pense pas qu'ils aient un grand avenir devant eux. Ces courants sont d'ailleurs eux-mêmes partagés entre "*piétistes*" et "*scientifiques*" (c'est-à-dire refusant tout engagement politique) et partisans de l'action armée. Mais il ne sont que la périphérie, l'une des marges des sociétés musulmanes, et rien ne permet de penser qu'ils pourraient en devenir une composante essentielle.

- **Vous qui vivez et travaillez au Yémen, observez-vous un affaiblissement ou un regain de l'aura et de l'impact des islamistes radicaux dans la société yéménite et, plus largement - sans vouloir en faire un bloc homogène -, dans le monde musulman ?**

Une fois encore, tout dépend de quoi et de qui vous parlez quand vous vous réferez à l'"*islamisme radical*". L'exaspération à l'égard de l'administration Bush et de son électorat va croissant. L'écoeurement face au cynisme israélien dans la "*recherche de la paix*" est à son comble. Or les islamistes, radicaux aussi bien que modérés, font partie des forces politiques qui expriment et capitalisent cette exaspération générale. Dans le même temps, toutefois, la société yéménite, à l'instar de l'ensemble du monde musulman, se modernise. Les groupes qui avaient pu être tentés de plaider telle ou telle forme de repli culturel et religieux cèdent inexorablement la place aux adeptes de

conduites plus modernes, davantage ouvertes sur les cultures extérieures, y compris au sein de la mouvance islamiste. Mais attention : il est essentiel de comprendre que ces ouvertures, cette modernisation, n'atténuent en rien les exaspérations évoquées plus haut. Quel que soit le langage politique adopté, religieux ou non, le rejet de l'arrogance des Américains a toutes les chances de perdurer.

- **L'islamisme semble être la résultante du défi de la modernité auquel le monde musulman est confronté. Les mouvements islamistes mènent-ils des réflexions approfondies sur la question ? Prennent-ils part à ce débat ?**

Les islamistes participent très largement à tous ces débats. C'est sans doute cette dimension de la réalité du monde musulman qui échappe le plus systématiquement au regard médiatique, contraint de se cantonner à la dimension immédiate et donc trop souvent pathologique du mouvement de l'histoire, alors que la prise en compte des puissantes dynamiques de modernisation, si discrètes soient-elles, est essentielle à la compréhension de ce moment de l'histoire de nos voisins.

L'islam séduit l'électorat au Maghreb

Publié le 07.11.02

En conclusion de son dernier ouvrage, *Algérie Maroc, histoires parallèles, destins croisés*, Benjamin Stora, un spécialiste de l'Afrique du Nord, parie à terme sur l'avènement d'un Maghreb uni, malgré les "singularités évidentes, synonymes de rapports difficiles". "Les peuples de ce territoire, écrit-il, partagent la même langue, la même culture, la même foi. L'histoire a aussi forgé des liens puissants dans les combats anticoloniaux. Aussi, le Maghreb politique ne peut-il que se construire, en dépit des résistances et des retards."

Les différents scrutins qui viennent de se dérouler dans la région confirment la justesse du diagnostic : malgré des régimes que tout sépare, les sociétés marocaine et algérienne sont proches l'une de l'autre. A Rabat comme à Alger la vie politique ne mobilise guère les citoyens mais l'islam continue à dicter les convictions d'une bonne part de l'électorat.

Peut-être est-ce aussi le cas de la Tunisie du président Ben Ali, mais les scores "à l'irakienne" qui concluent chaque consultation électorale interdisent toute analyse.

Un premier constat rapproche les élections locales du 10 octobre en Algérie et les législatives du 27 septembre au Maroc : le taux très élevé des abstentions. Dans chacun des deux pays, un électeur sur deux ne s'est pas déplacé. Ce n'est pas une réelle surprise s'agissant de l'Algérie où déjà, au mois de mai, lors des législatives, la participation avait été médiocre. En revanche, c'est une déconvenue pour les autorités marocaines, qui, à grand renfort de campagnes publicitaires, s'étaient attachées à convaincre les citoyens de participer aux premières élections "honnêtes et transparentes" du royaume. Le discours n'a pas convaincu. Quelque 2 millions de Marocains n'ont pas jugé utile d'aller s'inscrire sur les listes électorales, et 6,7 millions d'autres se sont abstenus le 27 septembre. Encore faut-il préciser que des observateurs mettent en doute le taux officiel de participation, laquelle n'aurait pas dépassé, selon eux, 35 %.

Quel que soit le pourcentage réel, il témoigne d'un désintérêt pour la vie publique. De ce point de vue, la nomination récente par le roi Mohammed VI d'un premier ministre au profil de technocrate de préférence à un politique, pour succéder au socialiste Abderrahmane Youssoufi, risque de creuser encore davantage le fossé entre les citoyens et leurs dirigeants.

PARTOUT AU MAROC

Le score remarquable des islamistes est l'autre leçon des scrutins. En Algérie, les "barbus" du Mouvement de la renaissance nationale sont devenus la deuxième force politique du pays aux élections départementales, et la troisième aux législatives. Les islamistes marocains du Parti de la justice et du développement (PJD) tirent tout aussi bien leur épingle du jeu. Leur programme est sans ambiguïté. Il tient en quelques mots : "Nous sommes pour le retour de la religion au cœur de la société marocaine", résumait il y a quelques jours l'un de leurs dirigeants, Mustapha Ramid, interrogé par un hebdomadaire.

Les islamistes du PJD sont implantés dans toutes les couches de la population. Ils sont minoritaires dans le Sud mais tiennent le "Maroc utile", Casablanca, le poumon économique du pays, et sa région, Fès, Tanger... A l'issue du scrutin de septembre, ils constituent la troisième force politique du royaume

et disposent dans la nouvelle Assemblée de 42 sièges contre 50 pour les socialistes de l'USFP, arrivés en tête.

Le résultat est remarquable s'agissant d'une formation qui, pour des raisons mystérieuses, n'avait pas présenté de candidats dans près d'un tiers des circonscriptions du royaume. *"Nous ne voulions pas réaliser un score trop important, a expliqué Mustapha Ramid. Il se trouve que notre volonté d'y aller graduellement (...) a rejoint quelque part celle de l'Etat, qui ne tenait pas non plus à ce que le PJD rafle partout la mise."*

Quel aurait été le score des islamistes s'ils avaient présenté des candidats partout ? Le décompte officiel de la liste nationale des femmes (pour la première fois, 30 sièges leur étaient réservés) donne une indication : les "barbus" sont au coude à coude avec les nationalistes de l'Istiqlal (derrière les socialistes). La lenteur mise par Rabat à publier les résultats globaux a même accredité l'idée que les islamistes étaient de fait arrivés en tête des élections et que le ministère de l'intérieur leur avait volé la victoire.

Que ce soit au Maroc ou en Algérie, la percée des "barbus" est d'autant plus impressionnante qu'une partie du courant islamiste était exclue de la compétition. En Algérie, le Front islamique du salut (FIS) continue à faire figure de pestiféré. Et les autorités se refusent toujours à donner le feu vert à la création du parti du docteur Ahmed Taleb Ibrahim, au prétexte que sa formation n'est pas autre chose qu'un clone du FIS.

Au Maroc également, tout un courant islamiste est écarté de la vie politique. Créée par un ancien enseignant de français, Cheikh Yassine, l'association Justice et Bienfaisance n'a jamais eu l'autorisation de se constituer en parti. C'était vrai du temps de Hassan II, l'interdiction demeure avec Mohammed VI. Le pouvoir redoute l'influence, probablement supérieure à celle du PJD, de l'association de Cheikh Yassine et son intransigeance. A l'inverse des responsables du PJD, qui revendiquent d'être des *"monarchistes convaincus"* et participent sans état d'âme à la vie parlementaire, les proches de Cheikh Yassine campent sur une position sans concession, attendant que *"le fruit pourri tombe de lui-même"*.

Jean-Pierre Tuquoi

Olivier Roy : "L'islamisme radical, ne va pas durer"

Publié le 12.11.02

Olivier Roy est spécialiste de l'islam politique au CNRS.

- **Avez-vous l'impression que la multiplication des interventions médiatiques de spécialistes de l'islamisme depuis le 11 septembre 2001 a permis de dissiper la confusion qui règne à propos de l'islamisme et du fondamentalisme ?**

Je dirais que oui. Mais le problème de la terminologie est insoluble. On ne peut pas faire passer dans les médias une terminologie plus complexe, faute de temps. Deux types de discours sont juxtaposés. Il y a celui, typiquement médiatique, immédiat, simplificateur, et de connivence, c'est-à-dire qui utilise les clichés qui sont ceux du lectorat. Et puis il y a un discours plus sophistiqué, qui fait appel aux spécialistes et qui est tout aussi lu. Mais le public est plus exigeant et rejette tout discours extrême, qu'il soit apologétique ou qu'il fasse l'amalgame entre musulmans et terroristes.

- **De façon plus factuelle, comment expliquez-vous les succès électoraux remportés récemment par les islamistes au Maroc, à Bahreïn, au Pakistan, en Turquie ?**

Le point commun entre ces différents résultats est la fusion entre islamisme et nationalisme. On observe partout une crispation identitaire liée au nationalisme, par rapport à la globalisation, et à la position des Etats-Unis. On le vérifie à Bahreïn, qui est en première ligne d'une attaque américaine contre l'Irak. Au Pakistan, le nationalisme est très fort : les gens n'ont pas digéré l'intervention américaine en Afghanistan. Les Pakistanais ont voté pour les islamistes d'abord par anti-américanisme.

Dans tous les autres cas, il y a une modération de l'islamisme. En Turquie, le parti AKP (*Parti de la justice et du développement*) est l'équivalent des démocrates-chrétiens européens, certes, tendance "bavaroise" plus que tendance "milanaise" : ils ne sont pas renommés pour leur sens de l'humour ! Quand un parti islamiste se démocratise, il a une base militante automatique, surtout quand le système politique est en crise, comme en Turquie. De même, au Maroc, comme il y a une crise des partis de gauche, les électeurs votent pour les islamistes, qui ont un ancrage social plus grand en étant présents dans les quartiers pauvres. Dans ces mouvements-là, il y a un socle ferme, que je situe autour de 20 % de l'électorat, de musulmans conservateurs qui votent par conviction pour les islamistes, et un vote flottant contestataire qui, en Turquie, est allé au parti AKP. Mais ce même vote flottant, qui est allé au nationalisme il y a quelques années, peut retourner aux sociaux-démocrates, ou à un nouveau parti dans l'avenir. De ce fait, je comparerais cette situation au phénomène qui se produit aux Pays-Bas, avec le vote protestataire et de crispation national-identitaire pour Pim Fortuyn.

- **Peut-on y voir un renouveau de l'islamisme ou est-ce un signe d'une évolution de ce dernier, de sa faculté d'adaptation aux situations politiques locales ?**

Ce n'est pas le signe d'un renouveau de l'islamisme. L'AKP a abandonné le projet d'Etat islamique, un peu comme les communistes qui avaient, en leur temps, renoncé au Grand Soir. C'est le signe de la fin de l'utopie. L'AKP a compris deux choses : seule la démocratie lui permettra de jouer un rôle politique, et seule l'Europe le protégera d'une armée qui reste très peu démocratique. Et ce, bien qu'il soit à l'origine structurellement anti-européen.

- **Le fait de qualifier de modéré l'islamisme turc de l'AKP est-il symptomatique d'une évolution de ce que recouvre le terme "islamisme" ?**

Les termes font maintenant problème, parce qu'au sens fort du terme "islamiste", le parti AKP n'est plus islamiste. Le terme "islamo-démocrate" serait peut-être un bon terme, mais il faut laisser ce parti faire ses preuves. Cet islamisme modéré signe également la fin de l'idéologisation - qui est aussi le triomphe du politique sur l'idéologie -, l'autonomisation du politique par rapport au religieux. Les deux évolutions vont de pair. Le parti AKP les a bien intégrées. Ceux qui rêvent encore d'un Etat islamique en Turquie sont allés dans le parti d'Erbakan, Saadet (*Parti du bonheur*), plus conservateur et radical à la fois. La victoire de l'AKP est aussi le signe de l'évolution de la perception du public, qui prend conscience que le paysage est complexe, et que l'islam est là.

- **Ces partis islamistes sont-ils sincères ou pensez-vous qu'ils vont profiter de leur arrivée au pouvoir pour tenter de remettre une dose de religieux dans le politique ?**

Ils sont sincères dans la mesure où un politicien peut l'être... Or ce sont profondément des politiciens. Ils vont faire comme les démocrates-chrétiens allemands et vont essayer de réintroduire du symbole et de la valeur. On va sans doute les voir insister sur la place de l'enseignement religieux, tout en disant que les juifs pourront étudier le judaïsme, les chrétiens le christianisme, etc. On s'achemine sans doute vers une communautarisation des religions, fondée sur une adhésion personnelle. Il s'agit là d'un modèle commun de redéfinition de communauté religieuse, qui touche aussi les chrétiens.

- **Ces partis qui affirment vouloir respecter le jeu parlementaire sont-ils, selon vous, annonciateurs d'une "démocratie islamique" ?**

Il n'y a pas de "démocratie islamique", il n'y a qu'une démocratie et une seule. La démocratie chrétienne l'a compris, quand elle s'est créée : il s'agissait de représenter les valeurs chrétiennes dans le champ politique, mais pas de créer un champ politique chrétien. La Turquie est assez exceptionnelle de ce point de vue, car il y a un ancrage de la démocratie beaucoup plus ancien qu'ailleurs. Au Maroc, par exemple, on est dans un processus d'ouverture du champ politique, plus que de démocratisation.

- **L'islam arrive-t-il à se confronter à la modernité autrement que par la violence ou l'extrémisme ?**

Ce sont les musulmans dans leur ensemble qui s'y confrontent. Le problème dans les pays musulmans aujourd'hui, c'est celui de l'œuf et de la poule. On dit que si l'on installe la démocratie, les islamistes viendront au pouvoir. Mais si on n'instille pas une dose de démocratie, les islamistes seront de plus en plus révolutionnaires. La démocratie n'est pas un système qu'on instaure du jour au lendemain. Il faut le temps historique pour cela. La Turquie a eu ce temps et en bénéficie maintenant. Pour le Maroc et les autres pays, il faut un peu plus de temps.

- **Les islamistes radicaux ont-ils un avenir avec ce genre d'évolution "islamo-nationaliste" dans des pays qui s'ouvrent à la démocratie ?**

Les radicaux sont expulsés du champ national, mais se retrouvent parfaitement dans le champ global. Ils nourrissent un radicalisme supranational dont Ben Laden n'est que la partie la plus voyante. C'est un phénomène parfaitement contemporain, c'est-à-dire que cela correspond à une crise actuelle de génération et de transition. Mais je pense que comme toutes les idéologies, l'islamisme radical ne va pas durer. Il lui reste peut-être encore cinq à dix ans à vivre.

Propos recueillis par Stéphane Dreyfus

En Turquie, l'arrivée au pouvoir des islamistes modérés de l'AKP est accueillie dans le calme

Publié le 06.11.02

Istanbul de notre correspondante

A l'aube d'une ère politique nouvelle, un optimisme prudent règne en Turquie, alimenté par l'idée que les résultats des élections du 3 novembre sont une occasion de démontrer que l'islam traditionnel et la démocratie peuvent aller de pair. Après un bref moment de flottement, lundi matin 4 novembre, les marchés financiers, séduits par la stabilité qu'un gouvernement soutenu par un seul parti peut apporter, ont choisi d'interpréter positivement l'arrivée au pouvoir spectaculaire du Parti de la justice et du développement (AKP). La Bourse est à la hausse et la livre turque, après une chute temporaire, a terminé la journée à un taux légèrement plus élevé qu'à la veille des élections.

Complétant le processus de "nettoyage" entamé par les électeurs, Tansu Ciller, du Parti de la juste voie (DYP), Mesut Yilmaz, du Parti de la mère patrie (ANAP), et Devlet Bahçeli, dirigeant du Parti d'action nationaliste (MHP), ont annoncé qu'ils quitteraient la direction de leurs partis. Une page politique se tourne.

De nombreuses questions demeurent : quelles seront les relations de l'AKP avec les institutions laïques du pays, notamment l'armée et le système judiciaire ? L'Etat saura-t-il s'adapter au changement d'atmosphère ?

Une réaction encourageante est venue du chef de l'état-major, le général Hilmi Ozkök, en visite à Washington. *"Nous avons eu des élections qui se sont déroulées dans les règles, sans problème, a-t-il déclaré. Les résultats des élections reflètent la volonté de notre peuple ; je n'ai que du respect pour cela."*

Le dirigeant du parti Recep Tayyip Erdogan a réaffirmé, lundi, que l'AKP n'est pas un parti islamiste ou même islamique. *"Nous ne sommes pas un parti fondé sur la religion, a-t-il affirmé. L'AKP, avec son identité conservatrice et démocratique, a rassemblé les votes de la droite centriste."* *"En Turquie, chaque institution a son propre rôle. L'armée turque est la prunelle de nos yeux. Que personne ne vienne s'immiscer entre nous et notre armée"*, a-t-il dit.

De nombreux kémalistes persistent cependant à croire que ces démentis des dirigeants de l'AKP dissimulent des intentions différentes. La *"période du 28 février"*, comme l'appellent pudiquement les Turcs, est encore fraîche dans les mémoires.

La date se réfère à la réunion du puissant Conseil national de sécurité, qui avait rassemblé, comme chaque fin de mois, les dirigeants militaires et civils du pays, le 28 février 1997. Le premier ministre, à l'époque, était Necmettin Erbakan, dirigeant d'un mouvement islamiste. Le Conseil national de sécurité avait *"recommandé"* – puisque c'est sa fonction selon la loi – au gouvernement de prendre des mesures contre l'islam politique. L'inaction de son gouvernement avait déclenché une offensive laïque, parfois décrite comme *"un coup d'Etat postmoderne"*, qui s'était soldée par la démission de

M. Erbakan, en juin 1997, et la dissolution de son parti en janvier 1998. Le régime était sauf, mais la peur de l'islam politique avait causé des tensions au sein de la population. De nombreux Turcs, conservateurs et pieux mais respectueux des institutions et des principes de la République, s'étaient sentis injustement et personnellement visés.

SUJETS DÉLICATS

L'Etat doit accepter le fait qu'une partie de la "*population s'identifie avec l'islam*", explique Mustafa Dagistanli, dans un éditorial publié par NTV-MSNBC, affirmant qu'un dosage précis est nécessaire et que "*la dose a déjà été ajustée avec la période du 28 février*".

Le calme qui a accueilli les résultats des élections du 3 novembre et le fait que le Parti républicain du peuple (CHP), qui devait attirer les votes de ceux qui craignaient le retour de l'islam politique, a obtenu moins de 20 % des suffrages indiquent que le "*danger islamiste*" n'est plus perçu de la même façon. La conjoncture internationale et le fait que les Etats-Unis aient besoin d'une Turquie stable favorisent également le compromis.

Des sujets délicats, comme la question du port du foulard, interdit dans les universités, vont inévitablement surgir. La Cour constitutionnelle devra se pencher sur la demande de dissolution du parti de M. Erdogan. Celui-ci est conscient que la marge d'erreur est mince. Il revient désormais à l'AKP de prouver rapidement que le prochain gouvernement a l'intention de poursuivre les réformes pour assurer la stabilité dont la Turquie a tant besoin.

Nicole Pope

Ambiguïtés de l'islam indonésien

Publié le 20.10.02

L'attentat meurtrier de Bali a jeté une lumière crue sur l'Indonésie, le pays musulman le plus peuplé, avec plus de 210 millions d'habitants (dont 88 % de musulmans), qui a servi d'asile à des groupuscules islamistes, métastases d'Al-Qaïda. Ses dirigeants n'ont pas su, ou pas voulu, intervenir après avoir été mis en garde par leurs alliés américains et australiens, ou par leurs voisins malaisiens, philippins ou singapouriens, sur les agissements de la Jemaah Islamiyah d'Abou Bakar Baashir et du Laskar Jihad d'Umar Thalib, pour ne parler que des groupes connus. Consciemment ou non, ils en ont minimisé le risque.

Mais une lumière trop forte risque souvent d'être déformante. Et de ne révéler que ce que l'on peut voir à la surface, sans pouvoir en discerner les origines. L'immense majorité des musulmans indonésiens est en effet pacifique, modérée, dans un pays qui se veut séculier et accorde l'égalité aux autres confessions en vertu de l'idéologie nationale du Pancasila, dont un des cinq principes est la croyance en un Dieu unique ; ainsi l'île de Bali est à majorité hindouiste. Arrivé tard – au milieu du

II^e millénaire – dans le terroir javanais, l'islam ne s'est véritablement enraciné au fond des campagnes qu'au début du XX^e siècle, et l'Indonésie est sans doute le seul pays musulman où les conversions au christianisme ou à l'hindouisme ne soient pas proscrites, même si elles peuvent mécontenter. Les deux principales organisations, Nahdlatul Ulama (NU, Renaissance des oulémas) et Muhammadiyah, avec leurs dizaines de millions de membres, se sont construites hors de tout fondamentalisme.

Les deux premiers présidents, Sukarno et Suharto, n'ont jamais manifesté de dévotion particulière à l'islam, le second lui préférant le syncrétisme javanais, ou *abangan*. Dans les dernières années de sa dictature, le général-président s'était efforcé de brider le prosélytisme islamique, qu'il avait pourtant si bien su utiliser pour arriver au pouvoir.

L'actuel chef de l'Etat, Mme Megawati Sukarnoputri – fille de Sukarno –, ne passe pas pour particulièrement pieuse. Son prédécesseur, Abdurrahman Wahid, notable musulman éclairé, entretenait des relations amicales avec les dirigeants israéliens. Certes, comme ailleurs chez les musulmans asiatiques, l'influence de l'Arabie saoudite, distributrice de dollars et bâtisseuse de mosquées, a été significative au cours des trois dernières décennies. Symbole de ce raidissement, on voit beaucoup plus de femmes se couvrant la tête que jadis.

L'archipel abrite depuis longtemps cependant des mouvements fondamentalistes autochtones, en particulier autour des *pesantren* (écoles religieuses), dans des poches dures de l'île de Java et dans plusieurs zones de Sumatra et Sulawesi. Il a aussi été le théâtre d'insurrections armées dont l'objectif était soit d'obtenir la sécession – comme les séparatistes qui luttent pour l'indépendance d'Aceh, au nord de Sumatra –, soit de forcer à l'instauration d'un Etat islamique, un *Darul islam*, comme la

rébellion qui fut écrasée dans le sang par Sukarno dans les années 1950. Ces derniers temps, des manifestants ont scandé dans les rues de Djakarta des slogans islamistes et crié leur haine des Etats-Unis. Manifester est un droit, mais ce qui est inquiétant, c'est que certains sont passés à l'acte en faisant exploser une voiture bourrée d'explosifs à Bali.

Il est clair qu'en Indonésie, comme au Pakistan, au Yémen, et auparavant en Afghanistan, en Somalie et au Soudan, la nébuleuse terroriste qui gravite autour d'Al-Qaida a profité de la faiblesse de l'Etat pour s'y implanter, tout comme des complicités, des lâchetés ou tout simplement de l'indifférence qu'elle y a trouvées. Depuis la chute du régime Suharto en 1998, l'Indonésie n'est pas parvenue à retrouver sa stabilité. Elle en est à son troisième civil à la tête de l'Etat, chacun ayant tenté de gouverner avec une coalition fragile et disparate. Ainsi Mme Sukarnoputri, qui se veut nationaliste comme son père, a pour vice-président un islamiste, modéré certes, mais qui n'en avait pas moins rendu visite en prison à Umar Thalib avant que ce dernier ne soit élargi.

PRESSIONS DES ETATS-UNIS

C'est dans ce contexte qu'il faut voir le rôle de l'armée. Longtemps institutionnalisée par une législation qui lui donnait des pouvoirs exorbitants, elle continue à jouir d'une influence considérable à l'ombre du pouvoir, et aucun gouvernement civil ne pourrait survivre s'il s'opposait ouvertement aux généraux. D'où l'incapacité de la justice à juger les officiers coupables d'atrocités à Timor-Oriental en dépit des pressions de la communauté internationale. Ou l'irresponsabilité de ces militaires qui ont été accusés d'avoir envoyé dans l'archipel des Moluques des islamistes armés liés au Laskar Jihad chasser par la force les populations chrétiennes.

Ce n'est pas la première fois que l'armée indonésienne a fait appel à des mouvements islamiques pour parvenir à ses objectifs politiques. En 1965, après le contre-coup d'Etat qui permit à Suharto – soutenu par les Etats-Unis – de l'emporter sur Sukarno, les militants musulmans furent lâchés contre les communistes et la minorité chinoise, dans un massacre qui fit des centaines de milliers de victimes. L'île de Bali est l'un des endroits où cette décimation fut la plus sanglante. Au bout de plusieurs années, une partie de ces anciens supplétifs passèrent à leur tour dans l'opposition, avec l'impression d'avoir été floués par le pouvoir, une fois finie la sale besogne.

Mais on ne se sert pas indûment de fanatiques sans risquer de se brûler les doigts. Une fois armés, entraînés, revêtus d'une certaine légitimité, profitant de la faiblesse ou de la division de leurs anciens protecteurs, ils reviennent immanquablement à leurs objectifs primitifs : imposer la charia ou un Etat islamique. On le voit en Indonésie avec des hommes comme Abou Bakar Baashir ou Umar Thalib. Mais aussi au Pakistan, où les islamistes, d'abord soutenus à bout de bras, puis formés, embrigadés par les militaires et les services spéciaux d'Islamabad pour soutenir leurs ambitions au Cachemire et en Afghanistan sans y intervenir directement, ont fini par devenir assez puissants pour se retourner contre la main qui les avait armés. Ils s'en sont également pris aux Américains, qui les avaient financés pour lutter contre l'envahisseur soviétique en Afghanistan. Aujourd'hui, ils menacent la stabilité du Pakistan et aggravent la tension avec l'Inde voisine. Une Inde où les fanatiques hindouistes, un temps amadoués par Indira Gandhi, qui avait cru pouvoir les mettre au service de ses ambitions, se sont propulsés sur le devant de la scène politique. Avec l'arrivée au pouvoir du BJP à New Delhi, des pans entiers du sécularisme sur lequel s'était bâtie l'indépendance du pays sont désormais menacés. Soumis à de très fortes pressions internationales, en premier lieu de la part des Etats-Unis, mais aussi de leurs voisins, inquiets de l'asile accordé à des groupes terroristes, le pouvoir indonésien, dans ses diverses composantes, est contraint de réagir. Parviendra-t-il à le faire sans menacer le fragile équilibre entre civils et militaires, laïcs et religieux, musulmans modérés et islamistes plus radicaux, en évitant que l'armée n'en profite pour renforcer son emprise ou que les extrémistes ne décident de passer à l'action violente ? Pourra-t-il soutenir la guerre contre le terrorisme du président Bush, voire une opération américaine contre Saddam Hussein, sans risquer de soulever dans l'opinion indonésienne une vague d'antiaméricanisme, comme le craint le politologue Jusuf Wanandi, du Centre d'études stratégiques internationales de Djakarta ? Surtout si Washington continue de laisser pourrir un conflit israélo-palestinien qui irrite tant de musulmans à travers le monde.

Patrice de Beer

Pas « d'internationale islamiste », mais des islams politiques

Publié le 07.10.01

Par ignorance ou par idéologie, la tentation est grande de ne voir dans l'islamisme qu'un seul et même phénomène protéiforme, auquel d'aucuns accolent le terme d'"internationale". Cette vision obscurcit la compréhension des enjeux et des conflits internes à l'islam politique. Si ce dernier était réellement un, comment expliquer les guerres civiles entre factions afghanes depuis douze ans ? Comment expliquer que l'Arabie saoudite, plus fidèle alliée des Etats-Unis dans le monde arabe, soutient partout de nombreux groupements prônant la charia (loi islamique) ? Reste que les islams politiques gravitent autour d'une conception commune : plus qu'une "croyance", un mode de vie et de pensée qui comble tous les besoins sociaux, politiques et culturels de l'individu. Largement minoritaire dans l'*oummah*- la "nation musulmane" -, le monde arabe reste la matrice de toutes les idéologies politiques islamiques. L'islam politique moderne a d'abord resurgi victorieusement en Iran, pays à très large majorité chiite. Mais les grands mouvements islamistes actuels, du Maroc à l'Indonésie, sont d'essence sunnite (plus de 80 % de la population musulmane dans le monde).

ORGANISATIONS CHIITES

La plupart sont des regroupements de défense des minorités chiites (Pakistan, Afghanistan). L'Iran khomeyniste (1979) a vite renoncé à exporter sa révolution. Israël, l'Arabie saoudite et l'Egypte ont plusieurs fois accusé Téhéran de soutenir chez eux des groupes, sans apporter de preuves. Le seul pays hors Iran où subsiste le chiisme politique est le Liban, avec le mouvement **Amal** et surtout le **Hezbollah**, qui est autant un parti politique national qu'une milice armée contre Israël.

MOUVEMENTS SUNNITES

- **Le wahhabisme** a été adopté comme doctrine par la famille Saoud, qui, grâce aux Britanniques, règne depuis 1932 sur l'Arabie, et donc les Lieux saints, source suprême de légitimité. Le royaume est le premier financier au monde de mosquées, d'écoles coraniques, d'organisations politiques musulmanes, dépensant 10 milliards de dollars (11 milliards d'euros) par an pour la propagation de l'islam. L'Arabie saoudite veut contrôler les mouvements islamiques et préserver son hégémonie sur la Mecque et Médine. Washington a favorisé cette politique. Depuis vingt ans, la "main" du wahhabisme a été décelée derrière une foultitude de mouvements : le **Front islamique du salut** (FIS) en Algérie, que Riyad a soutenu, avec à l'origine la bienveillance de l'Etat algérien ; les combattants "arabes" dans les rangs **bosniaques ou kosovars** durant les guerres balkaniques, avec l'aval américain. Les Saoudiens ont amplement financé les **moudjahidins afghans** puis les **talibans**, ou les Pakistanais du **Harakat ul-Moudjahidins** au Cachemire. Ils ont étendu leur influence dans les Républiques ex-soviétiques d'Asie centrale et du Caucase. On soupçonne aussi Riyad de financer les fomenteurs de pogroms antichrétiens au **Nigeria** et en **Indonésie**, ou la violence des sunnites pakistanais contre les chiites. L'ampleur invérifiée de ces soutiens permet toutes les "interprétations". Ainsi Moscou dénonçait la présence de "*400 wahhabites*" en Tchétchénie. Depuis le 11 septembre, ceux-ci sont devenus des partisans d'Oussama Ben Laden...

- **Les Frères musulmans.** Créée en Egypte par Hassan El Bana, en 1928, la "Confrérie" est la plus ancienne formation islamiste moderne. Son fondateur prône un anticolonialisme virulent mêlé à une opposition résolue au nationalisme. "*Nous voulons l'individu musulman*, écrit El Bana, puis la famille musulmane, puis le peuple, puis le gouvernement, et enfin la nation musulmane." Le mouvement veut accéder au pouvoir par l'éducation du peuple. Plus ou moins influents dans le monde arabe, l'opposition des Frères musulmans au communisme et aux variantes du panarabisme leur a valu d'être régulièrement "instrumentalisés" par les régimes arabes. Réprimés lorsqu'ils sont craints (Hafez El Assad en fera massacrer 10 000 à 20 000 en 1982), ils sont parfois "utilisés" pour les besoins d'un pouvoir : le président égyptien Moubarak a laissé entrer 17 "frères" au Parlement en novembre 2000, et la monarchie à Amman tire ou lâche leur bride, selon les circonstances. Un parti de ce type, puissant, existe au Pakistan, le **Jamiat-i-islami**. Les Frères musulmans entretiennent des liens très lâches d'un pays à l'autre.

- **Les groupements apocalyptiques.** Tout en ayant des activités socioculturelles légales ou clandestines, elles prônent le djihad (guerre sainte). Embryonnaires ou déjà constitués dans la quasi-totalité du monde sunnite, les plus connus sont, en Egypte, le **Djihad islamique** (qui a revendiqué l'assassinat d'Anouar El Sadate en 1981) et la **Gamaa islamiya**, auteur des attentats commis en 1993 au World Trade Center de New York et sans doute à Louxor en 1997. En Palestine, le **Djihad** et le **Hamass** centrent leurs actes de terreur contre Israël et l'occupation des territoires. Ces groupes sont issus de scissions des Frères musulmans. Les mouvements sunnites de ce type au Pakistan sont le **Jamaat ouléma-i-islami**, "parrain des talibans", ou encore le **Lashkar-i-Taïba**.

- **Al-Qaida (la base).** Oussama Ben Laden paraît être le premier à avoir constitué un réseau propre dans de nombreux pays, jusqu'en Occident. Après "la base", créée en 1988, il a fédéré avec lui, en 1998, quatre organisations (une pakistanaise, une bengalie et deux égyptiennes) dans un **Front islamique international pour le djihad contre les juifs et les croisés**. Son objectif prioritaire est la conquête des Lieux saints.

Le brûlot d'Oriana Fallaci contre les fils d'Allah

Publié le 30.05.02

La sortie, en Italie, de *La Rage et l'Orgueil* d'Oriana Fallaci (Plon, 196 p., 15 €) et le scandale qui s'en est suivi ont dénaturé le débat sur le 11 septembre et ses conséquences. Dans son livre, la fameuse journaliste transalpine mélange sans précautions l'islam, le terrorisme et la présence des musulmans en Europe pour faire des attentats de New York le révélateur par excellence de la civilisation musulmane dans son essence. Celle-ci serait, selon M^{me} Fallaci, tout entière tournée vers la destruction et le pillage de l'Occident.

La rage que lui a inspirée l'attaque sur les tours jumelles, le spectacle des gens qui se jetaient dans le vide "*en agitant les bras et les jambes, en nageant dans l'air*", avant de "*s'écraser comme des pierres*", nous valent des pages très fortes, qui témoignent du caractère unique de l'horreur qui s'est abattue ce jour-là sur le monde, et rappellent qu'aucune impunité ne doit être accordée à ceux qui ont commis ce crime contre l'humanité.

Mais comment peut-on en assigner la responsabilité collective, sans autre forme de procès, à tous les "*filis d'Allah*" - selon l'expression de M^{me} Fallaci - dépeints, principalement au travers des immigrés en Europe, comme des délinquants, violeurs, prostituées, sidaïques, qui "*urinent dans les baptistères*" et "*se multiplient comme les rats*" ?

CLICHÉS CONNUS

Critique-t-on ces simplifications (où l'on retrouve les clichés sur le juif dans la littérature antisémite ou sur l'Italien dans la presse française extrémiste d'avant-guerre), et l'on se voit qualifié de pauvre idiot terrorisé par le "*politiquement correct*", d'aveugle ou de complice. Le temps n'est plus à la réflexion, mais aux "*coups de pieds dans les couilles*", dont l'auteur nous informe au fil des pages qu'elle a gratifié régulièrement les immigrés qui l'agressent en Italie.

La Rage et l'Orgueil pose toutes sortes de problèmes préoccupants pour le type de débats que nos sociétés peuvent mener sur des questions aussi graves que le 11 septembre et ses conséquences – comme sur l'immigration, l'insécurité et leur représentation. Son extraordinaire succès dans les péninsules Italienne et Ibérique, son inscription programmée dans la liste des best-sellers, au côté d'un autre livre au contenu consternant – *L'Incroyable Imposture*, d'un certain Thierry Meyssan – augurent mal du niveau de la réflexion collective face à l'un des défis les plus graves auxquels est confrontée la civilisation en ce début de millénaire.

Une époque qui érige M^{me} Fallaci et autres M. Meyssan en phares de l'intelligence manifeste le désarroi de la pensée et l'incapacité des intellectuels : c'est une sorte de victoire pour les fanatiques, pour Oussama Ben Laden et consorts. Sans doute le succès est-il imputable à ce que ces ouvrages révèlent par leur démarche même de la psychologie des foules. L'amalgame et la confusion entre le terroriste et l'immigré, les attentats du World Trade Center et l'insécurité sont à la racine du livre. Ils expriment, sur un mode viscéral et subjectif qui se veut explicitement l'ennemi de toute réflexion (bonne pour les aveugles et autres complices politiquement corrects), ce sentiment de peur que traduit, dans le secret des isoloirs, l'inflation des votes pour l'extrême droite en Europe et l'adhésion massive au

manichéisme de la *"guerre contre la terreur"* en Amérique. De ce point de vue, il faut prendre ce type de cri au sérieux, en faire une lecture sociologique.

COMPRENDRE LE POPULISME

Cela peut nous aider à démonter les ressorts du populisme d'aujourd'hui, à comprendre comment Ben Laden a réussi à donner son nom et son icône à la peur, à monopoliser l'univers de l'image télévisuelle, à polariser la figure respective du mal et du bien de laquelle hommes politiques réactionnaires comme activistes islamistes radicaux font leur miel. Arrivent ces jours-ci du Moyen-Orient, via les sites Internet, la presse et les tracts, de longues listes de *"produits juifs"* (de la lessive aux sodas et aux pièces détachées) qu'il est ordonné aux bons musulmans de boycotter. Un délire populiste répond à l'autre. Mais l'ampleur de la catastrophe qui a commencé le 11 septembre mérite tout de même un débat d'une autre gravité.

C'est le rôle civique des intellectuels de sortir de leurs cénacles pour prendre le risque, sans tabou ni complaisance, du débat public. Sans quoi il est vain de déplorer que la démagogie rafle la mise, inonde le marché de l'édition, et flatte les instincts au lieu d'aiguiser l'esprit. C'est aussi le rôle des médias d'avoir des exigences à la hauteur des défis de société majeurs auxquels nous sommes confrontés : tout l'automne, le petit écran a fait défiler en boucle des experts instantanés gorgés de certitudes factices, au détriment de la réflexion en profondeur sur le séisme que venait de subir le monde. Puis, tout le printemps, il a traité l'inépuisable vache à lait électorale de l'insécurité et de l'immigration.

Rendons grâce au livre de Mme Fallaci de boucler la boucle, et espérons que ses succès éditoriaux réveilleront les énergies civiques des intellectuels, comme les succès électoraux de Jean-Marie Le Pen le 21 avril ont réveillé le 5 mai les énergies civiques de la société française.

Gilles Kepel

Soheib Bencheikh, mufti de Marseille : "Ou l'islam marche avec son siècle, ou il reste à la marge de la société moderne"

Publié le 20.11.01

- **"Le "ver" du terrorisme islamique n'était-il pas dans le fruit du Coran, compte tenu des nombreux versets à caractère belliciste qu'abrite le texte de la Révélation ?**

- Je ne partage pas cet avis et aucun musulman censé ne le partage. Certes, le Coran recèle une dizaine de versets qui encouragent le musulman à prendre les armes pour se défendre. Je n'en cite qu'un à titre d'exemple : "Ceux qui font la guerre à Dieu et à son Prophète et s'évertuent à semer le scandale sur la terre seront tués ou crucifiés en guise de rétribution" (sourate V). De même, à côté de versets qui invitent au respect des juifs et des chrétiens, d'autres prônent le recours à la violence sans réserve contre les idolâtres ou les "polythéistes". Mais la plupart de ces textes doivent être relativisés par les circonstances de leur révélation, replacés dans leur contexte historique, notamment celui du début de l'ère musulmane à Médine quand les premiers fidèles, sous la conduite du prophète Mahomet, se trouvaient assiégés par la coalition tribale qui voulait les éliminer.

"Je n'aurai pas la cruauté de rappeler que dans l'Ancien Testament - prenez le Deutéronome ou le deuxième livre de Samuel - se trouvent aussi des versets chargés de violence. Pour autant, je ne m'autorise pas à dire que la Bible cultive une théologie de la conquête et de la domination. Autrement dit, des textes sacrés doivent toujours être recadrés dans le contexte de leur révélation et de leur transmission. Il faut les relire, en dégageant leur valeur éternelle, universelle, non en les utilisant pour légitimer, à travers eux, nos projets politiques ou personnels.

- **L'absence d'autorité d'interprétation dans l'islam ne favorise-t-elle pas les lectures les plus fondamentalistes comme étant, au fond, les plus rassurantes. Comment expliquez-vous le silence des autorités religieuses pour rectifier si besoin est, corriger, énoncer le bien et le vrai ?**

- En islam, le fidèle est libre de son interprétation. L'islam est une religion libérale - tentons le mot - et individuelle. Elle n'a pas de clergé. Sa seule autorité, c'est son texte. L'islam ne possède qu'un Coran, mais une multitude d'interprétations, variables selon les lieux, les conditions de vie, les classes, le degré de civilisation. C'est ce qui fait, je crois, sa richesse, sa souplesse, son éternelle jeunesse.

"Mais la contrepartie est qu'aucune interprétation ne doit s'imposer par la force, par un quelconque moyen d'intimidation, au risque de la dérive. Or aujourd'hui, nous sommes en pleine dérive avec des groupes qui veulent imposer une interprétation unique, littérale et obscurantiste des textes. Je fais allusion aux groupes dits wahhabites ou salafites qui veulent imiter, au millimètre près, l'exemple du prophète Mahomet ! Mais le prophète était tellement lié à son siècle, ancré dans la culture et le mode de vie de son temps, qu'il est impossible de croire qu'il ait voulu imposer son exemple aux siècles suivants. Imiter, au XXI^e siècle, ses modes vestimentaires, ses goûts, sa façon de manger ou de se comporter, cela relève de la folie. Or ce type d'imitation servile est une source de marginalisation pour l'islam dans le monde moderne. Le prophète n'a jamais demandé au musulman de vivre comme un marginal dans son siècle. Suivre la "sunna", c'est-à-dire la tradition, ce n'est pas revenir au premier siècle de l'Hégire, mais suivre un chemin pour le siècle d'aujourd'hui.

- Mais ne peut-on pas imaginer une sorte de révolte de l'intérieur de l'islam pour lutter contre ces dérives d'interprétation ?

- Elle est impossible. La première hérésie de la religion musulmane au XX^e siècle fut sa politisation. Dès l'indépendance des pays musulmans est né ce qu'on a appelé l'islam politique, c'est-à-dire un islam dicté par l'Etat, qui n'obéit qu'à l'Etat, n'est qu'un organe de l'Etat, le servant pour conforter son pouvoir et opprimer les populations. Mais l'Etat a suscité sa propre contestation, également au nom de l'islam, sur le "marché" de la prédication. Puisque l'Etat utilise la chaire de la mosquée pour faire passer ses consignes, les contestataires politiques empruntent aussi la chaire de la mosquée pour imposer leur version pure et dure de l'islam contre un Etat suspect et reconquérir le pouvoir. On connaît les échecs et les dérives sanglantes de cet islam politique.

"Dans les pays musulmans, c'est l'Etat qui salarie encore les imams. C'est lui qui fait la promotion de l'islam, mais quelle version de l'islam ? Un islam qui ne connaît pas le citoyen et ne connaît que le sujet. Qui ne connaît pas l'Etat de droit et ne connaît que le droit du prince. Qui ne connaît pas le vote démocratique, l'expression libre du peuple souverain et ne connaît que le serment d'allégeance. Je suis convaincu que l'Etat musulman enseigne sa propre négation à travers l'enseignement d'un islam qui ne se réforme pas et reste compris pour une société tribale, patriarcale, traditionnelle.

- Mais pourquoi est-il si difficile de réformer l'islam, à l'instar par exemple de ce qui s'est passé dans les Eglises chrétiennes, à partir d'une contestation de l'exégèse officielle des Ecritures ?

Un texte sacré ne s'exprime jamais tout seul. Il passe à travers une compréhension, intelligente ou pas, littérale ou pas, rationnelle ou pas. Prenons l'exemple des talibans : ils n'appliquent pas le Coran, ou plutôt, s'ils en appliquent quelques bribes, c'est toujours à travers l'interprétation la plus archaïque et la plus anachronique. Ils appliquent un droit musulman qui est le fruit d'une œuvre humaine, non divine comme ils le prétendent, élaboré du IX^e au XII^e siècle qui, ensuite, a été sacralisé. Et ils osent appeler cela "charia"! La "charia" est un mot mystique, c'est la voie qui mène à Dieu.

"Les contradictions entre ce droit musulman et le texte sacré d'origine sont nombreuses. Prenons l'exemple de la liberté religieuse. Celle-ci est, en toutes lettres, garantie par le Coran, mais le droit musulman, fondé sur quelques "haddiths" attribués au prophète, interdit au fidèle de changer sa religion. De même impose-t-il au non-musulman d'appartenir à l'une des trois catégories suivantes : ou il est "dhimmi", protégé par une sorte de code d'honneur ; ou "muahid", ressortissant d'une nation avec lequel le pays musulman a signé un pacte de non-agression ; ou "harbi", étranger habitant un pays non musulman. Comment voulez-vous appliquer un tel programme dans les conditions du monde d'aujourd'hui ?

"Faire d'un droit musulman issu des sociétés patriarcales une sorte de droit universel, valide en tout temps, c'est ce que j'appelle la "bédouinisation" de l'islam, une autolimitation de l'évolution des sociétés musulmanes. La justice d'un siècle devient injustice dans un autre siècle. Par exemple, en Algérie s'applique encore le "fiqh" (droit) malékite, véritable gestionnaire de la vie privée et de la vie familiale. Si je divorce de ma femme, c'est elle qui doit quitter l'appartement avec ses enfants. Pourquoi ? Parce que dans le "fiqh" malékite, à une époque où la vie s'organisait autour des clans - et non des HLM -, la femme divorcée devait quitter le clan de son mari pour réintégrer celui de son père. Rien n'a changé, même si les structures de la vie sociale ont été bouleversées.

"Toute tentative de réformer l'islam - et le droit musulman en particulier - passe donc par un travail de désacralisation, par une relecture des textes à la lumière de l'intelligence moderne, par la recherche d'une orientation, d'une courbe comme on dirait en mathématiques, pour permettre au musulman de bien vivre son islam aujourd'hui. Si cette désacralisation ne se fait pas, c'est la sécularisation ou la laïcisation qui s'en-suivront, dans les pires conditions. La sécularisation de la société dans l'Europe chrétienne n'a pas attendu le concile Vatican II. L'islam n'est pas différent à cet égard : ou il marche avec son siècle, ou il reste à la marge de la société moderne.

" Je reste optimiste. Je crois que la barbarie commise au nom de l'islam - les tueries en Algérie, la réduction d'un peuple en esclavage dans l'Afghanistan des talibans, le terrorisme qui a dramatiquement frappé les Etats-Unis - a définitivement éveillé la conscience internationale. Il est désormais clair que l'islam ne peut plus être la propriété d'un groupe de musulmans ou d'Etats musulmans qui veulent en monopoliser l'interprétation. L'islam a vocation à l'universel, c'est-à-dire qu'il doit être soumis à la critique, accepter certaines valeurs qui relèvent d'un droit universel, en refuser d'autres.

- **On comprend mal cet optimisme compte tenu de la puissance de l'influence wahhabite et de la confiscation de l'islam, que vous avez décrite, par les autorités des Etats ?**

« Vous avez mis le doigt sur les deux maux principaux. La montée du wahhabisme, il faut naturellement la dénoncer avec force, même si je la crois en déclin dans de nombreux pays, comme l'ont démontré Olivier Roy et Gilles Kepel. Le militant islamiste n'est plus le héros qu'il a pu être hier, jusque dans certaines banlieues françaises. Il est devenu le comptable des malheurs qu'il a engendrés. L'Arabie saoudite elle-même souffre du wahhabisme qui est pourtant sa doctrine officielle. L'élite de ses jeunes "décideurs", qui voyagent, font des études à l'étranger, mesure de mieux en mieux les obstacles soulevés par cette vision juridique, sèche, archaïque, meurtrière de l'islam. Quant à l'islam officiel, je répète qu'il travaille contre son intérêt même. Il dit que l'islam est fraternité, tolérance, paix, civilisation, mais ces mots n'ont aucun sens dans le droit musulman tel qu'il s'applique encore aujourd'hui.

- **La construction d'un islam français, auquel vous êtes associé, peut-il avoir demain valeur d'exemplarité ?**

Oui, mais cela se fera à travers des individus poussés uniquement par leurs convictions et qui n'ont pas peur de ramer à contre-courant. Hélas, guidées par le seul souci sécuritaire ou politicien, les autorités françaises n'ont pas toujours aidé ces pionniers, à quelques exceptions près. Je rends hommage à M. Pasqua qui a voulu créer un "islam de France" et non un "islam en France"; à M. Chevènement qui a tenté de l'inscrire dans le paysage laïque français. Depuis le départ de M. Chevènement, je crains que le ministère de l'intérieur ne veuille faire la part trop belle, dans les projets de représentation future de la communauté musulmane, à des groupes marqués par l'islamisme. Ils n'ont aucun moyen de liberté dans les pays musulmans dont ils sont issus, mais ils trouvent chez nous pignon sur rue. J'aimerais dire au gouvernement que son projet risque, involontairement, de banaliser l'islamisme ou de légitimer l'obscurantisme religieux en France."

Propos recueillis par Henri Tincq

Haro sur les orientalistes ?, par Bruno Etienne

Publié le 19.10.01

Alors que les médias français donnent l'exemple reconfortant de débats contradictoires sur les événements actuels qu'il est politiquement correct de qualifier par un adjectif "fort" (dramatique, inadmissible, etc.), une partie de la presse s'en prend aux orientalistes, et plus particulièrement aux politologues qui travaillent sur le monde arabe depuis plusieurs décennies. Certes, il est normal que la société qui les paie demande des comptes à ses chercheurs. Il est logique que les journalistes qui travaillent sur l'événementiel demandent à ceux qui réfléchissent sur le long terme de les éclairer. Mais

ironiser est plus aisé en mobilisant l'affect : *"Ils se sont plantés en annonçant la fin de l'islamisme !"* Encore faut-il savoir lire et argumenter.

Mais là où je suis tenu de réagir, c'est quand l'insulte s'ajoute à l'ignorance : ainsi Gilles Kepel siège sur un minaret (*Le Figaro* et *Le Point*), tandis que je fais mes cours *"le front ceint d'un bandeau du Hezbollah"* (*Le Figaro* du 3 octobre). Quant à Olivier Roy, *"chantre du post-islamisme"*, il se livre à une *"acrobatie conceptuelle"*. Jocelyne Césari et François Burgat sont traités d'antisémites, et nous sommes bien évidemment tous des *"munichois"* qui transpirons la haine de l'Occident et qui préférons les islamistes *"égorgeurs de femmes et d'enfants"* aux gentils militaires laïcs d'Algérie, de Turquie et du Pakistan...

On nous reproche aussi - et c'est assez gratiné ! - d'avoir utilisé des concepts européocentristes pour définir l'islam : oui et non. D'abord parce que les notions sociologiques sont universelles, ensuite parce que nous avons lu Ibn Khaldoun !

Effectivement, nous avons tous insisté sur la dérive possible de l'utilisation de mots comme musulman, islamique, intégriste, fondamentaliste, fanatique, terroriste, islamiste, djihad, fatwa, tchador et voiles multiples... Et nous avons, chacun à notre manière, pratiqué la pédagogie de base, sans succès apparemment si j'en juge par la confusion qui règne dans le nomadisme de ces concepts utilisés à tort et à travers par les journalistes et les hommes politiques. Qu'avons-nous dit réellement : que l'islamisme radical et politique avait pour projet de créer un Etat musulman conforme à la tradition et appliquant la charia soit dans un pays, soit en recollant l'ensemble du monde arabe.

Que disons-nous aujourd'hui : que ce projet est un échec total partout ! Sous réserve de comprendre la véritable nature de l'Arabie saoudite, grand allié de l'Occident et pourvoyeur de tous les mouvements islamistes ! Mais qui voudra rompre avec ce pays ? Pourtant, en ce moment les odeurs de pétrole surpassent nettement les parfums d'encens !

C'est bien pour ces raisons qu'aujourd'hui nous sommes devant une problématique fort différente : après la guerre juste contre le tyran ou l'occupant, il s'agit maintenant d'une thanatocratie et d'une théoparanoïa produisant une pulsion de mort à l'échelle mondiale. Les mouvements locaux ont été en quelque sorte *"nationalisés"* : le GIA lutte contre le pouvoir algérien corrompu, le Hamas lutte pour la terre palestinienne contre l'ennemi israélien. Analyse ne vaut pas adhésion, surtout sur les méthodes utilisées ; le fait d'expliquer et comprendre ne signifie pas amnistier.

Alors que la mouvance et nébuleuse Ben Laden veut détruire le monde pervers, car plus proche est l'Apocalypse, plus proche est le Royaume. C'est une perversion de l'eschatologie propre au monothéisme que de nombreux historiens des religions ont décrite dans l'histoire de notre culture et civilisation.

Cette analyse peut choquer certains mais elle est clinique : chacun a le droit de penser que le médecin qui pose un diagnostic est un imbécile. Mais, aujourd'hui comme lors de la guerre du Golfe, il semblerait que la société considère ses chercheurs orientalistes comme des traîtres. Alors, chers compatriotes, soyez cohérents : fermez l'université et le CNRS ! CNN est là pour vous informer, puisqu'un sénateur américain a demandé aux USA de prendre des sanctions contre Al-Jazira ! Aix-en-Provence s'enorgueillit d'être un centre mondialement reconnu des recherches sur le monde arabe et musulman. Ma grand-mère m'avait averti : nul n'est prophète en son pays.

par Bruno Etienne

Bruno Etienne est professeur de science politique à l'Institut universitaire de France et à l'Institut d'étude politique (IEP) d'Aix-en-Provence (Observatoire du religieux).

Intégrisme, fondamentalisme et fanatisme : la guerre des mots

Publié le 09.10.01

A l'heure où l'islam est soupçonné d'être intrinsèquement voué à tous les excès, il n'est pas mauvais de rappeler que deux mots, parmi les plus galvaudés dans la rhétorique de la diabolisation, ont vu le jour à l'intérieur de la sphère chrétienne : le fondamentalisme et l'intégrisme. Une preuve - si besoin était - qu'aucune religion n'est à l'abri du fanatisme.

Le fondamentalisme est né aux Etats-Unis, dans le contexte du protestantisme. En 1919, des pasteurs presbytériens, baptistes et méthodistes fondent la *World's Christian Fundamentals Association*, pour défendre les points de la foi qui leur paraissent *fondamentaux*. Ils soutiennent en particulier une interprétation littérale de la Bible. Prenant à la lettre le récit de la création du monde en six jours dans la Genèse, ils rejettent les théories de Darwin sur les origines de l'homme et sur l'évolution.

Le mot "intégrisme" a fait son apparition en France, dans le monde catholique. En 1907, le pape Pie X condamne par l'encyclique *Pascendi* le *"modernisme"*, une école de pensée qui revendique d'examiner

les données de la foi à la lumière des sciences et de manière autonome. Les adversaires les plus violents des modernistes se définissent comme des catholiques "*intégraux*" parce qu'ils défendent l'*intégrité* de la foi. Ils sont à leur tour dénoncés par le camp opposé sous le nom d'"*intégristes*". Dans le contexte du catholicisme, l'intégriste est celui qui se réclame de "*la tradition*", c'est-à-dire d'un vaste corpus incluant à la fois les Ecritures et leur interprétation fixée avec autorité par les pères et les docteurs de l'Eglise, les conciles et les papes. On pourrait dire que l'intégrisme fige, à un moment déterminé, l'interprétation de la Révélation. Au contraire, il y a dans le fondamentalisme une volonté de retour aux sources, à une pureté originelle de la foi qui se trouverait dans les Ecritures, débarrassées des repeints de la tradition. D'une certaine façon, le fondamentaliste nie la médiation d'une autorité religieuse - clergé, Eglise, docteurs de la loi - qui interpose habituellement une clé d'interprétation entre le croyant et le texte révélé.

Le concept de "fanatisme" est plus ancien, puisqu'il remonte au XVIIe siècle. Mais c'est au siècle suivant, âge des Lumières, qu'il connaît son heure de gloire. Le mot vient de *fanum*, qui signifie "temple" en latin. Il désigne donc une attitude religieuse. Voltaire dénonce cet "*enfant dénaturé de la religion*". Il y a dans le fanatisme une notion d'excès : le fanatique est "*animé d'un zèle outré pour la religion*", selon Littré.

Tous ces termes ont donc une histoire. Leur transposition dans une autre époque et, a fortiori, dans la sphère d'une autre religion pose d'emblée un problème méthodologique. A la fin des années 1970, ceux qu'on appelle les orientalistes - arabisants pour la plupart, et qui abordent le fait musulman à partir de l'angle religieux - ont encore recours au concept d'"*intégrisme*" pour décrire les évolutions du monde musulman, ébranlé par la révolution iranienne. Maxime Rodinson en donne la définition suivante : "*Aspiration à résoudre au moyen de la religion tous les problèmes sociaux et politiques et simultanément à restaurer l'intégralité des dogmes.*"

Déjà, la dimension politique se mêle au religieux dans cette définition de l'intégrisme. Au début des années 1980, un tournant majeur se produit dans les études sur l'islam, quand les spécialistes en science politique s'emparent du fait musulman avec les outils de la sociologie. Ils forgent alors le terme d'"*islamisme*". Dans son livre paru en 1987 (*L'Islamisme radical*, Hachette), Bruno Etienne vulgarise le concept d'"*islam radical*", qu'il justifie ainsi : "*Je le prends au sens premier du terme, la doctrine de l'islam à la racine, et au sens américain, l'islam politiquement radical, presque révolutionnaire.*" L'islamisme (ou l'islam radical) est donc conçu comme une idéologie, un projet de société mêlant intimement les dimensions religieuse, sociale et politique.

MARQUE DE STIGMATISATION

Malheureusement, le mot entraîne une confusion, dans le grand public, avec l'adjectif "islamique", qui signifie, lui, "ayant rapport à l'islam". Ce glissement de sens est ressenti par les musulmans comme une marque de stigmatisation : une librairie islamique n'est pas forcément islamiste... Pour autant, Olivier Roy fait remarquer que les deux adjectifs "musulman" et "islamique" ne sont pas toujours synonymes : "*J'utilise le terme "musulman" pour désigner ce qui relève du fait ("pays musulman": pays où la majorité de la population est musulmane) et le terme "islamique" pour ce qui relève de l'intention ("Etat islamique" : Etat qui fait de l'islam le fondement de sa légitimité).*"

Aujourd'hui, les spécialistes qui constatent le déclin (Gilles Kepel) ou l'échec (Olivier Roy) de l'islam politique ont recours à de nouveaux concepts pour rendre compte de l'évolution des sociétés musulmanes : ils parlent de "*post-islamisme*" ou de "*néofondamentalisme*". Ainsi, pour Olivier Roy, le mouvement des talibans peut être qualifié de "*néofondamentaliste*", en ce sens qu'il se donne pour mot d'ordre la charia, le retour à la lettre du Coran, et la sunna, mais qu'il ne porte pas en lui de projet politique cohérent.

Ces analyses sont contestées par plusieurs islamologues, comme François Burgat et Alain Roussillon. Ils reprochent aux politologues d'avoir plaqué sur le monde musulman des concepts empruntés à la sociologie politique occidentale. Ces derniers auraient en quelque sorte "*inventé*" ou "*construit*" la catégorie de l'islamisme, avant de prophétiser son déclin... Ce à quoi Olivier Roy réplique que les acteurs de l'islamisme, comme l'imam Khomeiny, ont eux-mêmes eu recours à des catégories politiques d'origine occidentale. (Ce débat est exposé dans la revue *Esprit*, août-septembre 2001.) Il reste qu'un certain nombre de termes comme "*intégrisme*" ou "*fanatisme*" sont encore marqués par le contexte polémique qui les a vus naître. Ils sont péjoratifs et récusés comme tels par ceux à qui ils s'adressent. On est toujours l'intégriste d'un autre... Les concepts sont à manier avec prudence. Ils peuvent parfois être aussi dangereux que des armes.

Xavier Ternisien

Le "post-islamisme", réalité ou vue de l'esprit

Publié le 12.09.01

Il est rare que des chercheurs lavent leur linge sale en public. Le milieu des islamologues est en ébullition depuis la parution il y a un an du livre de Gilles Kepel *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme*, qui défend l'idée que le monde musulman est entré dans une phase de "post-islamisme" ouvrant la voie à de nouvelles formes de modernisation sociale et politique. La médiatisation de cet ouvrage, le cavalier seul d'un chercheur accusé d'atteinte à la déontologie en omettant de citer des thèses voisines et antérieures (Olivier Roy, *L'Échec de l'islam politique*, en 1992, ou Antoine Basbous, *L'Islamisme, une révolution avortée*, en 1999) ont suscité une controverse qui, au-delà des coups bas, porte sur l'application au monde musulman des catégories - Etat, société civile, partis, justice - de la science politique occidentale.

C'est le mérite de la revue *Esprit* d'avoir fait écho à un tel débat et de témoigner de la perplexité de la recherche actuelle sur l'islam et la sphère musulmane. De nombreux spécialistes ont été sollicités (Jérôme Bellion-Jourdan, François Burgat, Christian Jambet, Marie Ladier-Foulali, Azadeh Niknam, Alain Roussillon, Olivier Roy, Jean-Loup Thébaud), à l'exclusion (curieuse) du présumé provocateur, Gilles Kepel. Les plus violentes critiques de sa thèse sur le "post-islamisme" viennent de François Burgat et d'Olivier Roussillon.

Le premier conteste la "tonalité triomphaliste et revancharde" des analyses du "déclin" de l'islamisme qui, d'une part, ne correspondent pas à la réalité du terrain (Palestine, Liban, Maroc, Indonésie, etc.) et, d'autre part, ne font que conforter les politiques de répression locales. Quant à Alain Roussillon, il nie toute légitimité aux observations sur un "monde musulman" et sur des classes sociales ("*bourgeoisie pieuse*", "*jeunesse urbaine déshéritée*" pour reprendre les catégories képéliennes), qui n'auraient de cohérence que dans la tête de quelques politologues, français en particulier. L'"*univers islamique de sens*", que décrit Kepel à longueur d'ouvrages, ou la "*matrice commune*" de l'islamisme, pour reprendre la formulation d'Olivier Roy, ne seraient que des vues de l'esprit, participant d'"*une mise en représentation sociale de l'islamisme à l'usage des opinions occidentales*".

EFFET DE MIROIR

Olivier Roy, spécialiste de l'Afghanistan et de l'Asie centrale, redresse le gant. Ce procès était déjà celui qui était fait aux "*orientalistes*" d'autrefois (Massignon, Berque). Les chercheurs contemporains sur l'islam seraient-ils des "*néo-orientalistes déguisés*" ? Roy n'ignore pas l'inadéquation des catégories de la science politique moderne aux pays musulmans, mais conteste qu'il y ait un effet de miroir pervers entre le chercheur et son objet d'étude. Pour lui, le "*passage des acteurs au politique*" n'est pas sérieusement contestable dans l'islam extrémiste. Il ne s'est pas fait selon le cadre conceptuel des politologues occidentaux, mais selon l'idée que "*l'islam remplit, achève et dépasse ce cadre*". Et sans partager les thèses de Gilles Kepel, il conclut que la réalité de l'islamisme - et partant du post-islamisme - ne peut être mise en doute ou considérée comme une pure construction intellectuelle.

***Esprit*. Août-septembre 2001. 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris. Tél. : 01-48-04-08-33.**

Henri Tincq

Glossaire

Publié le 14.11.02

Charia : loi islamique. Elle comprend l'ensemble des prescriptions juridico-religieuses qui régissent de tout temps la communauté des croyants (oumma). Face aux défis de l'évolution politique et sociale de la communauté, les juristes ont fait appel à des sources complémentaires afin d'éclairer le contenu implicite de la Révélation.

Chiisme : doctrine et mouvement se réclamant de la famille de Mahomet à partir d'Ali, gendre du Prophète. Cette doctrine s'est forgée sous la direction des imams, descendants directs du Prophète. Le chiisme s'estimait majoritairement favorable à l'acceptation des autorités établies. La radicalisation du chiisme ne vient que tardivement, dans les années 1960 et 1970, à la rencontre de deux tendances différentes : la cléricatisation (hiérarchie avec au sommet les grands ayatollahs puis les ayatollahs et les simples mollahs) et la politisation (depuis la fin du XIX^e siècle en Iran) des oulémas chiïtes d'une part, et l'idéologisation de la doctrine chiïte (sous l'influence d'Ali Chariati au XX^e siècle, qui synthétise le chiisme et les idéologies occidentales progressistes) d'autre part. Le chiisme regroupe de 10 à 15 % des musulmans, surtout en Iran (le seul pays où le chiisme est religion d'Etat), en Irak, en Azerbaïdjan et à Bahreïn. Des communautés importantes se trouvent en Afghanistan, au Pakistan, en Arabie saoudite, en Inde et au Liban.

Fondamentalisme : volonté de revenir aux textes fondateurs de la religion, en négligeant tous les apports de l'histoire, de la philosophie et des traditions accumulées. Le fondamentalisme n'est pas en soi politiquement radical ou révolutionnaire. Par exemple, en Arabie saoudite, il favorise un conservatisme extrême sans remettre en question la légitimité du pouvoir politique.

Islamisme ou radicalisme islamique : traduction en termes politiques du message fondamentaliste. Olivier Roy le définit plus précisément comme une "*idéologisation du fondamentalisme*". Il peut ainsi conduire à un réexamen critique du régime politique et poser les bases d'une refondation politique et sociale, comme dans le cas de la révolution islamique iranienne à ses débuts.

Oumma : la grande communauté de tous les croyants musulmans.

Salafisme : doctrine des adeptes des "pieux ancêtres" (*salaf*), ou de l'islam des origines, caractérisée par un rigorisme extrême.

Sunnisme : doctrine de la majorité des musulmans du monde (85 %) qui se réclament de la communauté originelle des croyants, modèle politique idéal.

A partir de la "perte" originelle de cette communauté, deux attitudes se sont développées. Une vision pragmatique, d'une part, majoritaire, visait à accepter avec résignation les pouvoirs en place, tout en exigeant l'application de la charia. Elle est à la base du fondamentalisme traditionaliste sunnite.

D'autre part, s'est développée une vision idéaliste et minoritaire, qui cherche à restaurer la communauté originelle : elle est à l'origine des islamismes sunnites contemporains.

Le fondamentalisme traditionaliste sunnite repose sur un compromis entre deux groupes : les hommes du pouvoir et la corporation des oulémas (docteurs de la loi islamique). Le statut social de ces derniers dépend de la place de la charia dans le droit national : dans un Etat islamique comme l'Arabie saoudite, ils détiennent le monopole des postes de juge.

Wahhabisme : doctrine rigoriste sunnite dont l'influence prédomine dans l'islam saoudien.